

## Compte rendu

---

### Ouvrage recensé :

Armin KRISHNAN, *War as Business. Technological Change and Military Service Contracting*, 2008, Aldershot, Ashgate Publishing, 207 p.

par Frédéric Guillaume Dufour

*Études internationales*, vol. 40, n° 1, 2009, p. 147-149.

Pour citer ce compte rendu, utiliser l'adresse suivante :

URI: <http://id.erudit.org/iderudit/037586ar>

DOI: 10.7202/037586ar

Note : les règles d'écriture des références bibliographiques peuvent varier selon les différents domaines du savoir.

---

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter à l'URI <https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

---

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche. Érudit offre des services d'édition numérique de documents scientifiques depuis 1998.

Pour communiquer avec les responsables d'Érudit : [info@erudit.org](mailto:info@erudit.org)

générales en matière de cybersécurité dans ce pays. Les conséquences sur la cybersécurité des tensions entre le secteur public et le secteur privé, le premier régulant l'autre, sont bien expliquées tout au long de l'ouvrage. Toutefois, un reproche qu'il est possible de faire concerne l'approche adoptée par les auteurs, qui concentrent leur analyse exclusivement sur les États-Unis. Cette approche est paradoxale, car la nature même du cyberspace est décentralisée et internationale. Par exemple, ils ne font aucunement référence aux normes ISO qui ont été établies par l'Organisation internationale de normalisation. Ils évacuent la dimension internationale et l'aspect, plus intéressant pour les internationalistes et les politologues, de l'impact du cyberspace et de la vulnérabilité des systèmes informatiques dans l'occurrence des guerres et le déplacement des conflits dans une dimension supplémentaire aux théâtres conflictuels habituels. Les auteurs ne s'inspirent pas des études sur la sécurité et proposent une vision presque exclusivement managériale du phénomène, ce qui diminue la portée explicative des conclusions du livre. Enfin, l'ouvrage tombe parfois dans des descriptions très techniques, à la limite du superflu, qui peuvent faire perdre le fil conducteur du chapitre ou de la partie concernée et qui amoindrissent la force de l'argumentation qui y est développée.

Hugo LOISEAU

*École de politique appliquée  
Université de Sherbrooke*

### **War as Business. Technological Change and Military Service Contracting**

*Armin KRISHNAN, 2008, Aldershot,  
Ashgate Publishing, 207 p.*

Parmi les transformations qu'a connues la politique globale depuis la fin des années 1990, certaines ont pris plus de temps à apparaître sur le radar des chercheurs en études de la sécurité. La privatisation de la sécurité, de la guerre et des *services* permettant la conduite des opérations militaires a fait partie de ces zones d'ombre. Pas plus les analyses discursives que les théories critiques en économie politique internationale n'ont accordé un grand intérêt à ces processus durant les années 1990. Toutefois, leur croissance soutenue a reçu une attention plus systématique depuis la guerre en Irak. Cela, malgré le fait que l'ampleur du phénomène ne soit pas toujours aisément quantifiable. L'ouvrage d'Armin Krishnan cherche à éclairer cette zone d'ombre. *War as Business. Technological Change and Military Service Contracting* est une contribution aux études de la sécurité qui propose d'analyser la privatisation du secteur des services liés à la sécurité et à la défense. L'ouvrage contribue également à l'économie politique et aux études stratégiques.

*War as Business* cherche à étayer la thèse selon laquelle le rythme singulier de la croissance du recours à la privatisation des services militaires repose sur la croissance de la complexité des technologies militaires. Une partie de l'introduction de l'ouvrage effectue un survol succinct de cette croissance de la guerre, du Vietnam à aujourd'hui, en passant par les doctrines stratégiques américaine (*AirLand Battle* et *Follow-on-Forces Attack*) et soviétique, la guerre du Kippour (1973) et la guerre du Golfe (1991).

La force de l'ouvrage repose peut-être moins sur la démonstration de sa thèse, la relation entre complexité et privatisation, que sur sa reconstruction d'une des dimensions moins connues de l'économie politique au sein de laquelle s'est opéré le changement de discours des communautés de sécurité depuis la fin de la guerre froide. Krishnan analyse avec minutie la restructuration des industries de la défense en réponse à un contexte où leurs profits étaient sérieusement menacés par un nouvel ordre mondial où la raison d'être de l'OTAN était remise en question. Sans forcer le lien de cause à effet, le second chapitre de l'ouvrage montre que la *Revolution in Military Affairs* (RMA) a coïncidé avec la sortie de crise d'accumulation de ces industries en engendrant un régime d'accumulation de capital plus intensif et flexible.

C'est moins la forme et les motivations politiques de la RMA qui font l'objet de l'analyse de Krishnan que la nouvelle culture commerciale qu'elle a entraînée – la *Revolution in (Military) Business Affairs*. Cette nouvelle culture commerciale répondit d'abord au contexte par la réduction du secteur de la défense ; puis par une vague de fusions des industries, une croissance de la production vouée à l'exportation et la globalisation de l'industrie de la défense. L'une des matrices de cette révolution fut, selon l'auteur, l'importante transition des activités du secteur manufacturier vers le secteur des services, une transition correspondant dans l'ensemble aux analyses du post-fordisme, mais un peu décalée par rapport au reste de l'économie américaine.

L'analyse proposée va au-delà du phénomène de la privatisation des entreprises militaires. En mettant l'accent

sur les services de gestion de la sécurité et de la défense, elle aborde un volet moins couvert par la littérature sur la privatisation de la sécurité. Elle met en relief la dépendance des forces militaires des États-Unis et du Royaume-Uni à l'endroit d'un ensemble de contracteurs de services privés sans lesquels ils ne pourraient plus mener leurs opérations militaires avec la même aisance. Dans une importante section de l'ouvrage sur la privatisation du secteur des services, l'auteur parvient à donner un contenu substantiel à ce qu'implique l'« Âge de l'information » de l'industrie de la défense. Il analyse le rôle et le développement des services liés à l'armement dans les domaines de la recherche; des technologies d'information militaire; du développement, de l'entretien et de la mise à jour des armements ; de l'entraînement militaire, ainsi que de l'analyse et de la simulation informatique des combats.

Enfin, une section moins technique de l'ouvrage passe en revue les principales implications militaires, économiques et politiques de la restructuration et de la privatisation de ces services. L'auteur y analyse notamment la remise en question de la chaîne de commandement militaire que pourrait entraîner la présence des acteurs privés en théâtre d'opérations militaires et l'effritement du monopole de capital intellectuel et technologique nécessaire à l'État afin d'exercer le monopole de la violence légitime. L'ouvrage fait également écho à la littérature sur le sujet en relevant que cette restructuration cause des inquiétudes sur le plan légal. En effet, elle s'opère dans un flou juridique auquel le droit public national et international semble mettre du temps à s'adapter. Dans une perspective clausewitzienne, l'auteur se demande également dans quelle mesure

la conduite de la guerre doit se plier aux impératifs de productivité et d'efficacité de l'industrie capitaliste, plutôt qu'à sa propre rationalité et culture. Enfin, il aborde brièvement les conséquences pour la souveraineté des États et l'exercice démocratique qui découle de cette transformation de l'organisation sociale de la violence.

*War as Business* mérite une très bonne mention pour sa contribution empirique à un domaine où la recherche est difficile. L'analyse proposée est plus mince sur le plan théorique, autant dans son introduction sociohistorique que dans son examen du phénomène étudié. Sur ces plans, l'ouvrage propose beaucoup de matériel dont les implications théoriques et éthiques demandent à être pensées.

Frédéric Guillaume DUFOR

*Département de sociologie  
Université du Québec à Montréal*

### **Jihadi Terrorism and the Radicalisation Challenge in Europe**

*Rik COOLSAET (dir.), 2008, Aldershot, Ashgate, 204 p.*

Beaucoup de spécialistes en politique internationale s'intéressent actuellement au terrorisme. La grande quantité d'études qui paraissent le montre assez bien. L'augmentation du nombre de cours universitaires offerts dans le domaine le montre aussi. Mais pour qu'une recherche ou un livre se fasse remarquer, dans cette situation inhabituelle de concurrence, il faut qu'un ouvrage particulier se détache de la masse ou qu'il attire de quelque manière l'attention du lecteur. L'ouvrage mentionné en titre y arrive-t-il ?

M. Coolsaet est le directeur d'un recueil d'essais qui porte sur le terrorisme intégriste en Europe. Cet ouvrage se penche surtout sur deux grandes questions. Premièrement, quels sont les mécanismes précis par lesquels l'environnement global encourage le terrorisme, qu'il soit local ou régional ? Et, deuxièmement, comment ces mécanismes affectent-ils le processus qui conduit à l'intégrisme musulman ? L'ouvrage cherche donc à situer, après vingt ans d'existence, le terrorisme européen face à l'intégrisme musulman, et il explore cet intégrisme comme cause principale du terrorisme.

Le livre compte quatre parties. La première consiste en un survol de la menace intégriste des vingt dernières années en Europe. Cette section analyse les facteurs menant à la brutale efficacité du terrorisme, et donne au lecteur une perspective historique du phénomène. La seconde partie compare l'intégrisme en Europe avec celui qui prévaut soit dans le Sud-Est asiatique, soit en Afrique du Nord, soit en Belgique. La troisième partie de l'ouvrage examine les causes profondes de l'intégrisme, tant chez les musulmans que chez les communautés immigrantes d'origine musulmane, en Europe. Cette section présente aussi une analyse du processus par lequel l'identité de ces communautés se construit. En plus, elle examine les mécanismes de propagation de l'idéologie intégriste chez les deux générations successives d'immigrants, c'est-à-dire chez les enfants et les petits-enfants d'immigrants. La quatrième et dernière partie propose des politiques pour ralentir la propagation de cet intégrisme parmi les communautés immigrantes, les services policiers et l'Union européenne.

La conclusion la plus frappante de l'ouvrage est celle qui porte sur la